

ANTIDOTE hebdo

aujourd'hui
plus que jamais
il est urgent de
se Syndiquer !



Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N° 91 / 16 mai 2011

SALAUDS DE PAUVRES, LE RETOUR

La droite populiste qui nous gouverne a sa propre cohérence : une politique fiscale très compréhensive pour les plus riches et une politique de stigmatisation des plus pauvres. La dernière attaque menée par Laurent Wauquiez est pourtant d'une violence inouïe. Sous prétexte de ne pas décourager les classes laborieuses qui ont de plus en plus de mal à boucler leurs fins de mois, et ainsi, par on ne sait quel mécanisme, ne pas les pousser dans les bras du FN, il s'en est pris aux bénéficiaires du RSA avec un discours haineux, assimilant le chômage et la pauvreté à un cancer !

Les bénéficiaires du RSA seraient des assistés que l'on doit obliger à travailler gratuitement !

La diversion est totale. Pour détourner les salarié-es de la revendication de meilleurs revenus et du combat contre leurs véritables ennemis, il les enfume en leur proposant de maintenir les chômeurs et autres « oisifs »* en dessous du seuil de pauvreté... alors qu'ils y sont déjà !

Ainsi compte-t-il promouvoir le « sens de l'équilibre au bénéfice des classes moyennes »... qui n'y gagneront rien du tout.

Immigré-es, privé-es d'emploi, bénéficiaires du RSA : tous coupables. Voilà l'arnaque sur laquelle ce gouvernement s'appuie pour survivre, du moins tant qu'il y aura des imbéciles pour y croire.

A l'inverse, la CGT défend et appelle à se battre solidairement pour un travail décent pour toutes et tous, sans précarité ou temps partiel imposé, et pour des augmentations de salaires permettant de vivre dignement.

Elle revendique donc un smic à 1600 euros brut par mois servant de socle à toute échelle de salaires.



Les vrais chiffres du RSA :

430 euros, c'est, tous foyers confondus, personnes seules aussi bien que couple avec 4 enfants, le montant moyen réel versé aux bénéficiaires du RSA « socle » (1,15 millions de personnes) 170 euros, c'est le montant moyen du RSA « activité », versé aux salarié-es qui retrouvent un emploi rémunéré moins de 1,04 fois le smic (440 000 personnes). Et encore, cette somme est en réalité, pour tout ou partie, une simple avance sur la prime pour l'emploi !

* Wauquiez ne compte visiblement pas parmi les personnes « oisives » à punir une certaine Liliane Bettencourt, qui n'a jamais travaillé de sa vie, et qui se trouve être malgré tout l'une des personnes les plus riches de France.

VIVE LES RICHES, SUITE

Le journal « Libération » cite dans son édition du 10 mai les estimations basées sur l'ISF 2010 réalisées par le rapporteur du Budget à l'Assemblée nationale.

En dépit de la suppression du bouclier fiscal, les riches sortiront encore plus riches de la réforme de l'ISF.

Modeste (1086 euros en moyenne) pour les redevables de la première tranche, le gain serait par contre en moyenne de 30 000 euros pour les 1700 redevables de la dernière tranche !

Au total, l'économie pour les plus riches devrait approcher 1,1 milliard d'euros. Ou comment la suppression d'un cadeau fiscal peut en cacher un autre encore plus gros.

URGENCE SALAIRES

Quelques vérités bonnes à dire en toutes circonstances, et pas seulement entre nous :

Depuis le 1er janvier 1986, le point d'indice de la fonction publique a perdu 23,5% de sa valeur par rapport à l'indice des prix à la consommation (8,9% depuis le 1er janvier 2000).

Le recrutement de la catégorie C s'effectue au niveau du smic, et c'est désormais régulièrement que le gouvernement est contraint de passer un décret alignant le salaire minimum de la fonction publique sur le smic.

Le premier échelon de la catégorie B émerge à 1,8% au dessus du smic, alors qu'il était encore de 24% au dessus en 1986.

La catégorie A débute royalement à 14,7% au dessus du smic. Belle reconnaissance des qualifications et des missions pour des agents recrutés à bac +4/bac + 5.

C'est dire si nous avons tous de bonnes raisons d'être dans l'action le 31 mai à l'appel de 6 organisations syndicales de la fonction publique.

DE TARASCON AU TAMPON

Chacun a pu prendre connaissance sur Ulysse (national) du très laconique message de « sympathie » et de « solidarité » du DG à la suite de l'agression (deux blessés par balles) dont ont été victimes les collègues de la Trésorerie du Tampon le 3 mai.

Bien peu d'entre nous, sauf à aller voir sur le site intranet de la CGT Réunion-Finances Publiques, sont par contre au courant des déclarations inadmissibles du préfet de la Réunion.

En réponse à une question d'un journaliste concernant le manque d'effectifs dénoncé par les organisations syndicales, le préfet indiqué qu'il « n'aime pas les récupérations faciles » !

La CGT Réunion rappelle utilement à ce sujet que le département est particulièrement mal doté : proportionnellement à la population, deux fois moins d'agents qu'en métropole où la situation n'est déjà pas très brillante.

Les conséquences y sont dramatiques pour les plus démunis, particulièrement nombreux dans le département : attente interminable aux guichets, conditions d'accueil insupportables accentuent le mécontentement des usagers et pèsent lourdement sur les conditions de travail des collègues.

Et voilà que le représentant de l'Etat met l'agression sur le compte d'un acte isolé, comme la Direction locale qui parle d'acte « non reproductible » !

Ces gens-là se foutent vraiment de nous !

Que faudra-t-il qu'il advienne pour qu'ils consentent à reconnaître que la question des effectifs est centrale dans la dégradation du service rendu et les conditions de travail ?

Car ils sont en état de récidive !

Par exemple, le 30 mars au CDIF de Tarascon, c'est après une communication houleuse avec un contribuable qu'une collègue a tenté de mettre fin à ses jours.

8 jours auparavant, lors d'une tournée de la CGT, les agents du CDIF avaient tiré la sonnette d'alarme sur la situation calamiteuse du service. En trois ans, on est passé de 2 secteurs fonciers avec 2 B et 6 agents C à un seul secteur avec 1 B et 4 agents C. Pas suffisant pour la direction qui a décidé de supprimer un nouveau poste de C au 01/09/2011.

Le mal-être lié aux conditions de travail, poussé à l'extrême, ne fait pas des dégâts qu'à France Télécom. La fonction et les services publics (police, éducation nationale, eaux et forêts, finances publiques, pôle emploi, inspection du travail...) sont largement touchés même si la couverture médiatique est moindre.

Il ne faudra pas laisser occulter cet aspect des choses lors de l'actualisation du Document unique des risques professionnels (DUERP) qui devrait bientôt commencer dans chaque service.